



---

# Rapport économique 2023

## Royaume d'Arabie saoudite

17 juillet 2023

---

### Résumé

Etant le plus grand pays de la région du Golfe et la plus grande économie du monde arabe avec un PIB qui devrait augmenter de 3,3 % pour atteindre 950 milliards de dollars en fin de 2023, l'économie saoudienne évolue vers une plus grande indépendance vis-à-vis du pétrole et une plus grande stabilité économique à long terme.

L'un des plus grands producteurs et exportateurs de pétrole brut au monde et un raffineur de pétrole et un producteur de gaz naturel à grande échelle, le Royaume possède près de 17% des réserves pétrolières prouvées du monde et joue un rôle de premier plan non seulement au sein de l'OPEP mais aussi de l'OPEP+.

Après trois années de stagnation économique et une récession en 2020, l'Arabie renoue avec des taux de croissance du PIB vigoureux de 3,9% en 2021 et de 8,9% en 2022 grâce à un prix du baril élevé à 101 dollars en moyenne sur l'année (soit +41%) et une production en hausse. Soutenue par une plus forte demande et ce malgré le plafonnement dans le cadre de l'accord OPEP+, la production a progressé de 11% à 10,2 millions de bbl/jour en moyenne par rapport à 2021. Ce double effet "prix et volume" a permis au PIB pétrolier de progresser de 15,4% au cours de l'année. Les exportations saoudiennes ont fait un bond de 47% en 2022.

En 2022, l'économie saoudienne a progressé de 8,7% grâce aux prix élevés du pétrole, ce qui a généré des revenus plus importants et a permis au pays de réaliser son premier excédent budgétaire en près de dix ans. En juin dernier, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse ses pronostiques pour la croissance de l'économie saoudienne et en conséquence aux réductions de production de l'OPEP+ d'avril 2023. Ainsi, il est prévu que l'économie de l'Arabie saoudite croîtra à un rythme plus lent de 2,1 % en 2023 au lieu de 3.1% ou 2.6% comme avancé en mai et janvier dernier. Bien que ce taux de croissance soit inférieur à celui de l'année dernière (moins que la moitié), il est supérieur aux prévisions de janvier du FMI, qui tablaient sur une croissance de 2,6%.

Conscient d'une longue et pénible dépendance de l'économie nationale de la manne pétrolière, le pays se force de diversifier la structure de son économie afin de réduire sa dépendance au pétrole et d'accroître sa stabilité économique à long terme via un ambitieux plan de transformation socio-culturel et économique connu sous le nom de Vision 2030.

Durant le premier semestre de 2023, l'économie saoudienne a fait face à un fort ralentissement de la croissance. Toutefois, les experts s'attendent à ce que les réformes menées par le gouvernement et l'augmentation des investissements privés dans de nouveaux secteurs contribueront à soutenir la croissance économique non pétrolière du Royaume. Le développement des secteurs non-pétroliers, tels

que la technologie et le tourisme<sup>1</sup>, renforcera la diversification de l'économie et contribuera à la réduction de la dépendance à l'égard du pétrole.

Le rapport de l'Autorité générale des statistiques note que les exportations de pétrole du Royaume ont augmenté de 61,8% en 2022 pour atteindre 324 milliards de dollars, contre 202 milliards de dollars l'année précédente (+60.40%). La part des exportations de pétrole dans les exportations totales est passée de 73,2% en 2021 à 79,5% en 2022. Récemment, le ministère saoudien des finances a souligné que la valeur des revenus pétroliers a diminué de 3% au cours du premier trimestre 2023 pour atteindre 47,6 milliards de dollars contre 49 milliards de dollars au cours du même trimestre de l'année précédente. Ce qui traduit la **dépendance perpétuelle du pays à la volatilité de la rente pétrolière**<sup>2</sup>.

**Le prix élevé de pétrole** a permis au Royaume d'améliorer ses **réserves de change** à 460 milliards de dollars (fin 2022), soit un niveau élevé équivalent à presque deux années d'importations, malgré leur chute depuis 2014. Quant à la **dette externe**, celle-ci a un peu diminué à 263 milliards de dollars fin 2022. Les réserves nettes, en y incluant certains actifs du PIF, représentent 246 milliards de dollars, soit 24% du PIB. Cela reste un montant très confortable même s'il a beaucoup chuté depuis 2015 où il atteignait 69%. Du côté des **finances publiques**, les **excédents budgétaires de 2022** (27 milliards de dollars) se sont établis à **2.6% du PIB**. Cette bonne performance (après huit années de déficit budgétaire), soutenue par la forte croissance du PIB de 8,7%, va donc permettre une forte baisse de l'**endettement public**. La mesure prise pour limiter l'impact du COVID-19 sur le secteur privé a entraîné une augmentation de la dette publique, qui s'est établie à 30% en 2021 mais a été repoussée à 24,8% en 2022. Le FMI a reporté, récemment, que le ratio dette/PIB devrait se stabiliser à 25,1% en 2023 et 24,6% en 2024. L'**inflation** s'est accélérée à 3,1% en 2021 en partie sous l'effet de la hausse du taux de TVA de 5 % à 15 %, puis à 2,7 % en 2022. Elle devrait se stabiliser autour de 2% dans les années à venir (2,2 % en 2023 et 2% en 2024).

**Pour assouplir sa dépendance à la manne pétrolière, le Royaume s'est engagé dans une réforme de fond**<sup>3</sup>, «**Vision 2030**», qui met notamment l'accent sur le développement des énergies renouvelables, du tourisme non religieux et de la culture dans le but de soutenir un secteur privé fragile, une industrie peu diversifiée et trop liée aux hydrocarbures dans une économie dominée par l'Etat. Si la Vision 2030 est un plan ambitieux qui a le potentiel de transformer l'économie du pays, elle est également confrontée à des défis importants. L'un des plus grands défis est la mise en œuvre efficace du plan qui nécessite une coordination minutieuse et des investissements importants. **Incapable de séduire des investisseurs étrangers, le Royaume se tourne vers ses propres réserves et lance des mégaprojets financés en grande partie par le fond souverain national (PIF) en partenariat avec des grandes sociétés nationales dont Aramco.**

Malgré ses efforts pour réduire l'impact de la volatilité des prix de pétrole et la dépendance de l'économie nationale à la rente pétrolière, l'Arabie saoudite jouit d'un **important marché intérieur** et affiche une **bonne santé économique**. Le Royaume reste épargné par les conséquences directes de la guerre en Ukraine selon le FMI. En sus des réformes sociétales, politiques, institutionnelles et financières engagées introduites, l'Arabie saoudite s'attache à créer un **environnement propice aux affaires et aux échanges, aligné sur les attentes occidentales**. Les réformes politiques, institutionnelles et financières engagées, couplées aux investissements importants du PIF, pourraient générer des opportunités pour les entreprises suisses dans différents secteurs industriels, notamment les énergies renouvelables, l'infrastructure, le tourisme, l'industrie pharmaceutique et les soins de santé, l'agroalimentaire, le cybernétique financier, le traitement et le recyclage de l'eau usée y compris d'autres technologies avancées.

Le Royaume est le second important marché pour la Suisse dans le Moyen-Orient et pourrait offrir plusieurs opportunités pour les entreprises suisses dans différents secteurs autre que l'agroalimentaire, la bijouterie et l'horlogerie, les médicaments et les équipements médicaux. Actuellement, de nombreux projets d'infrastructures destinés à favoriser la diversification de l'économie sont programmés et pourraient constituer une aubaine pour les entreprises suisses lesquels sont reconnues pour la qualité de leurs produits et services. Toutefois, le marché saoudien demeure challengeant pour les PME mal préparées. Exporter en Arabie saoudite comporte toujours un risque potentiel en raison d'obstacles techniques comme les régulations et les mesures d'enregistrements des produits régularisés. Enfin, c'est un marché complexe qui requière patience et une capacité humaine et financière suffisante.

<sup>1</sup> L'Arabie saoudite investit des milliards dans son secteur touristique. Dans le cadre de Vision 2030, le plan à long terme du pays visant à diversifier son économie en dehors du pétrole, l'Arabie saoudite souhaite que la contribution du tourisme au revenu national passe de 3 % à 10 % et qu'un million d'emplois supplémentaires soient créés dans le secteur.

<sup>2</sup> Dans un discours prononcé en 2016, le prince héritier a noté que "le pétrole n'est plus une source fiable pour l'économie saoudienne" et que "la dépendance à l'égard du pétrole a entravé le développement d'autres secteurs".

<sup>3</sup> Sa mise en œuvre a entraîné, toutefois, la redéfinition du contrat social qui fonde le régime.

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>SITUATION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITES POUR LES ENTREPRISES SUISES .....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>POLITIQUE ECONOMIQUE EXTERIEURE .....</b>	<b>8</b>
3.1	Politique et priorités de l'Arabie saoudite .....	8
3.2	Perspectives pour la Suisse.....	8
<b>4</b>	<b>COMMERCE EXTERIEUR .....</b>	<b>9</b>
4.1	Evolution et perspectives générales .....	9
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i> .....	9
4.1.2	<i>Commerce de services</i> .....	9
4.2	Commerce bilatéral .....	9
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i> .....	10
4.2.2	<i>Commerce de services</i> .....	10
<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS .....</b>	<b>11</b>
5.1	Evolution et perspectives générales .....	11
5.2	Investissements bilatéraux .....	11
<b>6</b>	<b>PROMOTION ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE .....</b>	<b>12</b>
6.1	Instrument de la promotion économique extérieure suisse .....	12
6.2	Intérêt de l'Arabie saoudite pour la Suisse .....	13
<b>7</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>14</b>
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie.....	15
	ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	16
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	17
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....	18

## 1 SITUATION ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

En mai dernier, la Banque mondiale a reconfirmé sa prévision de la croissance de l'économie saoudienne de +2.2% pour 2023 - en net retrait par rapport à 2022 (+8,7%) - et un surplus de 4,3 milliards de dollars toute en prévoyant une croissance de +3,3% en 2024. La banque a ajouté que le PIB non-pétrolier devrait augmenter de 4,7% en 2023, tandis que le PIB pétrolier devrait reculer de 2%.

**Pays rentier, la croissance économique saoudienne dépend largement des investissements du gouvernement et la poursuite d'une forte activité dans le secteur des services.** La croissance est tirée par le secteur des hydrocarbures que par le dynamisme des secteurs non-pétroliers. La part des exportations de pétrole dans les exportations totales est passée de 73,2% en 2021 à 79,5% en 2022. En 2022, l'Arabie saoudite était le premier exportateur de pétrole brut au monde avec 17,7% des exportations mondiales de pétrole brut par voie maritime. Lesquelles exportations ont augmenté de +17,2% pour atteindre 362,8 millions de tonnes. Le rapport de l'Autorité générale des statistiques note que les exportations de brut saoudien ont augmenté de 61,8% en 2022 pour atteindre 324 milliards de dollars, contre 202 milliards de dollars l'année précédente. Lors de la réunion de l'OPEP+ le 4 juin, l'Arabie saoudite a annoncé une coupe<sup>4</sup> volontaire supplémentaire d'1 Mb/j portant sa production à 9 Mb/j; pour une capacité théorique de 12M b/j. **Les expéditions pétrolières directes vers les États-Unis ne représentent plus que 5,6% des exportations saoudiennes, et celles vers l'Union européenne ne représentent plus que 2,8%.** Par ailleurs, 7,9% des exportations de brut saoudien sont expédiées vers le terminal d'Ain Sukhna en Égypte pour alimenter l'oléoduc Sumed, et finiront pour l'essentiel en Europe. En 2022, l'Arabie saoudite a expédié 78,7 millions de tonnes de brut vers la Chine continentale, 58,9 millions de tonnes au Japon et 47,6 millions de tonnes à la Corée du Sud. Les expéditions directes vers l'UE ont augmenté de +126% pour atteindre 10,3 millions de tonnes contre 4,6 millions de tonnes en 2021. Les expéditions vers Ain Sukhna en Égypte étaient de 28,6 millions de tonnes.

**La balance courante** saoudienne devrait afficher un excédent de 6,2% du PIB en 2023 selon les prévisions d'avril du FMI (contre 13,8% en 2022). Les exportations de marchandises ont augmenté de 48,9% pour atteindre 410 milliards de dollars en 2022 alors que les exportations de pétrole ont augmenté de 61,8% en 2022 pour atteindre 325.81 milliards de dollars contre 201.83 milliards de dollars l'année précédente. Concomitamment, les importations de marchandises ont augmenté de 24,2% en 2022 pour atteindre 189.56 milliards de dollars, contre 152.61 milliards de dollars l'année précédente.

**L'excédent courant** alimentera les réserves de change du pays qui s'établissaient à 453 Mds USD en fin de février 2023, représentant plus de 25 mois d'importations. **L'excédent budgétaire** attendu en 2023 est de 4,3 milliards de dollars, soit 0,4% du PIB, après un excédent record estimé de 27 milliards de dollars (2,6% du PIB). Selon le FMI, l'équilibre budgétaire serait atteint avec un cours du baril de 73,3 dollars (USD). Les excédents renforcent les réserves de l'État et soutiennent les avoirs du fonds souverain PIF. Ce retour à l'excédent et le prix du baril élevé (+80 USD/b) offrent des marges budgétaires permettant de relancer et d'accélérer les projets d'infrastructure dans de multiples secteurs qui présentent un certain nombre d'opportunités pour les entreprises suisses, d'autant que le royaume se dote d'un environnement de plus en plus propice aux affaires<sup>5</sup>.

**Les réserves<sup>6</sup> internationales** du Royaume s'élevaient à 429.89 milliards USD en avril 2023 et son fonds souverain (PIF) disposait d'une valeur nette estimée de 650 milliards de dollars en juin 2023<sup>7</sup> lui permettront de rembourser facilement sa dette libellée en devises et financer des projets clés de la Vision 2030. Ces fonds permettront également au pays de maintenir facilement l'ancrage au dollar américain. Les mesures prises pour limiter l'impact du COVID-19 sur le secteur privé ont entraîné une augmentation de la **dette publique**, qui s'est établie à 30% en 2021 mais a été repoussée à 24,8% en 2022. Le ratio dette/PIB devrait se stabiliser à 23,6% en 2023 et 24,6% en 2024 (FMI, 2023). Le solde de la dette publique devrait atteindre 253.19 milliards de dollars en 2023, contre 262.24 milliards de dollars en 2022. La dette publique est faible et viable, et une simple marge de manœuvre budgétaire est disponible pour faire face à d'éventuels contraintes. La **dette extérieure** s'élevait 28.5% du PIB en 2022.

Les tensions **inflationnistes** devraient rester limitées en 2023, à l'instar de l'année précédente. La prévision d'inflation annuelle des autorités saoudiennes est de 2,1%, inférieure à la prévision actualisée du FMI (+2,8%, WEO avril).

<sup>4</sup> Malgré la baisse des cours, les Saoudiens semblent être les seuls à vouloir baisser la production. In fine, cela pourrait se traduire par un affaissement plus fort que prévu de la croissance saoudienne cette année comme le cours du pétrole ne prend pas la direction souhaitée (une hausse proportionnelle à la baisse) pour compenser la coupe.

<sup>5</sup> Le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale classe l'Arabie saoudite parmi les 10 pays dont le climat des affaires évolue le plus rapidement. Depuis la création des tribunaux commerciaux en 2017, elle se dote d'un cadre légal favorable aux affaires. Une série de mesures a été prise pour renforcer la confiance et la sécurité juridique dans l'économie (loi sur les sociétés, lois sur la propriété intellectuelle). Une loi sur les investissements en préparation prévoit d'égaliser le traitement des investisseurs étrangers et saoudiens en supprimant les avantages commerciaux accordés à ces derniers pour la gestion, l'acquisition, la liquidation ou la vente de toute entreprise.

<sup>6</sup> Réserves en or 323 Tonnes (T1 2023)

<sup>7</sup> <https://www.swfinstitute.org/profile/598cdaa60124e9fd2d05bc3b>

**Les principales sources de financement** seront le fonds souverain (Fonds d'investissement public - PIF<sup>8</sup>) et les investissements étrangers. Le gouvernement a pour objectif d'attirer plus d'investissements, tant nationaux qu'étrangers, par le biais de privatisations<sup>9</sup> et de partenariats. Pour pallier au défi majeur visant à attirer les **investissements internationaux**, indispensables à la réussite des objectifs de diversification économique, le gouvernement saoudien se tourne vers **la finance domestique**. Ainsi, le Royaume a annoncé deux programmes phares de plusieurs milliards de dollars pour relancer le secteur non-pétrolier. Un programme qui oblige les **entreprises publiques** à réduire les dividendes<sup>10</sup> qu'elles versent au gouvernement afin de stimuler les dépenses d'investissement. L'autre programme baptisé **Shareek**<sup>11</sup> ("partenaire"), vise à ce que les entreprises cotées en bourse canalisent les paiements de dividendes dans des investissements à long terme au sein de l'économie saoudienne<sup>12</sup>. Le PIF, soutenu par l'État, injecte au moins 40 milliards de dollars dans l'économie locale<sup>13</sup> chaque année entre 2021 et 2025. Le Royaume force les multinationales directement liées aux contrats publics assurant des bénéfices faramineux à localiser leur siège régional dans le Royaume pour continuer. Autrement, elles ne pourraient plus profiter des contrats auprès des entités publiques et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Dès le 1<sup>er</sup> janvier aucune société étrangère non-établie dans le Royaume ne pourrait prétendre aux projets publics sauf exception le coût estimé des travaux et des acquisitions est inférieur à un million de riyals saoudiens ou les travaux et acquisitions sont effectués en dehors de l'Arabie saoudite. L'autre dérogation possible est si l'offre soumise par la multinational n'ayant pas son siège social dans le Royaume est la meilleure offre technique après l'évaluation globale et, en termes financiers, est inférieure de vingt-cinq pour cent (25%) à la valeur de l'offre la moindre distante.

En plus des conditions contenues dans («Le programme du Siège Régional, alias RHQ»), les entreprises étrangères doivent considérer aussi les droits de douane sur les importations en provenance d'autres pays du Golfe comme le Royaume a banni la gratuité absolue des taxes douaniers sur tout produit fabriqué dans les autres pays du CCG.

Afin de relancer le **secteur privé** saoudien, largement dépendant des projets publics<sup>14</sup>, et de créer des emplois pour une population très jeune (annuellement, 200'000 à 250'000 nouveaux demandeurs d'emplois arrivent sur le marché saoudien), le gouvernement a annoncé des programmes stimulants dont le plan d'investissements d'environ 3'200 milliards de dollars à l'horizon 2030 et le **plan de privatisation de 16 industries clés**. Les fruits de la privatisation des entités étatiques y compris d'une partie d'Aramco sont censés à terme renforcer le fonds souverain d'investissement détenu par le Royaume (**PIF, Public Investment Fund**), qui engage des investissements dans des secteurs clés au niveau national qu'international. Pour accroître la production locale et créer une autosuffisance nationale et surtout soutenir les produits et services nationaux aux niveaux local et international, le gouvernement saoudien a lancé le programme « **Made in Saudi** ».

En conséquence, les principaux indicateurs du **marché du travail des Saoudiens** devraient poursuivre l'amélioration engagée en 2023. Le chômage des Saoudiens a atteint un taux plancher record fin 2022 à 8% (contre 9,9% au trimestre précédent) et le taux de chômage global était de 4,80%. Le taux de participation à la population active parmi les Saoudiens est resté stable à 52,5%. Ce résultat est principalement attribué à la politique de saoudisation de certaines catégories d'emplois –malgré le fait qu'elle n'a pas suffisamment fait ses preuves suite au problème de qualification et de prétentions salariales des saoudiens- et surtout au secteur non-pétrolier plus robuste (le secteur non-pétrolier a probablement bénéficié d'une faible inflation et des dépenses publiques consacrées aux projets de diversification). La participation des femmes au marché du travail est également en hausse. Le taux de chômage des femmes saoudiennes est tombé à 15,4% en fin 2022, bien que leur taux de participation à la population active ait baissé d'un point de pourcentage pour atteindre 36%.

<sup>8</sup> Le PIF fonctionne comme le bras armé de la Saudi Vision 2030 et le pilote du financement des secteurs stratégiques de l'économie saoudienne. Il est l'instrument majeur d'un libéralisme économique top down.

<sup>9</sup> Plus de 160 initiatives de privatisation sont annoncées en 2022, dont celles concernant 29 aéroports, le secteur de l'éducation et de la santé. Sur la centaine de nouveaux projets public-privé dans la santé d'ici à 2027 qui ont été annoncés en octobre 2022 par le ministre saoudien de la santé dans le cadre du Global Health Forum & Exhibition, 10% sont pour le moment ouverts à la privatisation.

<sup>10</sup> [www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-30/saudi-plans-trillions-in-new-investments-to-boost-private-sector](https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-30/saudi-plans-trillions-in-new-investments-to-boost-private-sector)

<sup>11</sup> [www.reuters.com/article/saudi-economy-int-idUSKBN2BM2L7](https://www.reuters.com/article/saudi-economy-int-idUSKBN2BM2L7)

<sup>12</sup> Les actionnaires seraient payés en actions qu'ils peuvent conserver ou vendre sur le marché boursier saoudien (Tadawul)

<sup>13</sup> Des investissements centrés sur le développement de nouveaux secteurs de l'économie nationale avec pour objectif la création de 1,8 million d'emplois d'ici cinq ans.

<sup>14</sup> Pour mémoire, des dizaines de milliards de dollars de contrats gouvernementaux sont restés impayés depuis 2014 et le gouvernement s'est vu forcer d'ajourner, retarder et même modifier des projets.

## 2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITES POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Depuis des décennies, le Royaume a engagé différents programmes pour diversifier l'économie et développer des secteurs autre que l'hydrocarbure fortement volatile. Les sociétés suisses intéressées par le marché saoudien pourraient considérer les secteurs où le Royaume accorde plus de priorité : les produits chimiques, industriels et manufacturiers, le transport et la logistique, les technologies de l'information et de la communication, les soins de santé et les sciences de la vie, la gestion de l'eau et des déchets, l'énergie, l'éducation et la formation professionnelle, le tourisme et le divertissement, l'immobilier –villes intelligentes-, les services financiers y compris la cybernétique, ainsi que le secteur des mines et métaux.

L'Arabie saoudite jouit d'un important marché intérieur. Il y a des opportunités pour la Suisse dans un Royaume en perpétuelle transformation, notamment : la qualification de la main-d'œuvre, les systèmes d'information, les services de soins de santé, les énergies renouvelables, le secteur d'eau y compris le recyclage d'eau usée, et la distribution/transmission, l'industrie minière, le divertissement et le tourisme. Avec l'importance accrue accordée aux technologies axées sur les données telles que l'intelligence artificielle (IA), l'apprentissage artificiel (machine learning), le cloud computing, la blockchain, l'automatisation et la robotique, l'internet des objets (IoT), la mobilité intelligente, et la cybersécurité pour son économie numérique en pleine évolution entre autres, il est certain que des opportunités se présentent aussi aux entreprises suisses à court ou moyen terme<sup>15</sup>.

Le Royaume recherche d'attirer des investissements étrangers pour porter le développement de projets d'infrastructures essentiels et innovants, et de former des générations toujours plus nombreuses de saoudiens aux défis du marché du travail du futur, dans un contexte de compétition régionale exacerbée. Depuis toujours **le développement des infrastructures** était le pilier de tout développement dans le Royaume et reste une composante prioritaire de la « Vision 2030 ». L'Arabie saoudite cherche à établir de nouveaux partenariats commerciaux facilitant la circulation des biens. Les améliorations apportées aux transports, telles que les projets de métros ou les voies ferroviaires reliant différentes régions du Royaume sont destinées à soutenir ce plan.

Pour attirer des investisseurs réticents, le Royaume a annoncé ses Zones Économiques Spéciales<sup>16</sup> (ZES) qui s'inscrivent dans le prolongement d'initiatives visant à faire du pays une destination d'investissements directs étrangers et une plaque tournante essentielle pour les chaînes d'approvisionnement mondiales, en tirant parti de sa position au cœur des principales routes commerciales à l'échelle régionale voire mondiale. Ces zones stratégiquement situées à travers le Royaume représentent la phase initiale d'un vaste programme à long terme de zones économiques spéciales.

**La région située le long de la mer Rouge** tient une place particulière dans la stratégie d'ouverture du Royaume et où sont concentrés les cinq projets emblématiques du « futurisme technocratique » de la Vision 2030 (Neom, Red Sea, Al-Ula, Qiddiya, Amaala) et occupe une place prépondérante dans la stratégie nationale de développement du tourisme. Sur le plan énergétique, la région pourrait devenir une province gazière majeure, la Saudi Aramco ayant lancé des explorations onshore et offshore prometteuse et offre enfin des opportunités de développement pour l'énergie solaire et éolienne ainsi que de l'hydrogène vert, avec le projet d'une usine de production d'hydrogène vert par Air Products & Chemicals, ACWA Power et NEOM.

Le développement du **secteur du tourisme et du divertissement** est également une priorité dans le cadre de la Vision 2030, avec des plans visant à développer des attractions touristiques répondant aux normes internationales les plus élevées et à développer des sites potentiels du patrimoine mondial de l'UNESCO. Le secteur saoudien du **divertissement et des événements sportifs** est en pleine croissance.

Identifié dans la Vision 2030 comme l'un des secteurs clés de la croissance économique, **le secteur minier**<sup>17</sup> national continue de se développer. Avec des ressources minérales estimées à 1,3 billion de dollars, le secteur s'attend à avoir des opportunités importantes dans les projets d'exploration et de développement. Le Royaume cherche à aller au-delà de l'exploration et de l'extraction et pour créer des chaînes de valeur intégrées, un élément central de la stratégie minière nationale. Ainsi, la société minière nationale Ma'aden exploite 11 mines produisant des engrais phosphatés, de l'or, de l'aluminium, du cuivre et des minéraux industriels, et comprend trois filiales en propriété exclusive ainsi que sept coentreprises (JV).

<sup>15</sup> Certains de ces projets avancent, mais la plupart avancent moins vite que prévu et les entreprises suisses devraient faire preuve de prudence lorsqu'elles signent des contrats pour des mégaprojets.

<sup>16</sup> - **King Abdullah Economic City (KAEC) SEZ**: chaînes d'approvisionnement et assemblage automobile, biens de consommation, logistique, MedTech, industrie pharmaceutique, technologies de l'information et de la communication (TIC).

- **Jazan SEZ**: Situés dans la région fertile du sud-ouest du Royaume, elle offre de nombreuses opportunités pour la fabrication, la transformation et la distribution de produits agroalimentaires

- **Ras Al-Khair SEZ**: la zone constitue un écosystème marin totalement intégré qui a déjà attiré un important réseau d'investisseurs avec 40% de la zone déjà réservée. Elle est spécialisée dans la construction et réparation navale et le forage en mer.

- **Cloud Computing SEZ**: située au sein de la King Abdulaziz City for Science and Technology (KACST), elle est basée sur un modèle hybride qui permet aux investisseurs d'établir des centres de données, de services d'informatique « cloud » et de projets technologiques innovants dans l'ensemble du Royaume.

<sup>17</sup> Le Royaume a identifié plus de 1200 sites de métaux précieux et 1170 sites de métaux non précieux.

En plus de son programme de développement industriel et logistique, le Royaume a dévoilé fin octobre 2022 la stratégie industrielle saoudienne qui vise à développer un secteur manufacturier compétitif hors pétrole et inclure des **technologies de pointe** dans les exportations du pays. Le Royaume a engagé des développements marquants pour le secteur des **technologies propres** dans le pays dont la plus grande usine d'hydrogène vert au monde et l'annonce du fonds de 500 millions de dollars de la branche capital-risque de Saudi Aramco prévu d'être investi dans l'efficacité énergétique et les solutions **d'énergie renouvelable** (EnR). En ligne avec ses objectifs de diversification et Net Zero en 2060, le royaume vise à financer le développement des énergies renouvelables pour augmenter leur part dans la production d'électricité à hauteur de 50%. Le PIF tire le verdissement de l'économie saoudienne qui vise à couvrir 50% de la production électrique par les EnR d'ici à 2030, par la construction de 59 GW de capacités d'EnR, réparties entre 73% de solaire et 27% d'éolien et le développement d'une filière industrielle nationale.

Largement désertique, l'Arabie saoudite est confrontée aux défis liés à sa **gestion de l'eau** (traitement de l'eau). Pour répondre à une demande croissante en eau, le Royaume investit dans le **dessalement**. Toutefois, cette ambition se heurte à des problématiques, notamment la grande consommation d'énergie et l'impact de ce dispositif sur l'environnement naturel. Le Royaume se verra dans l'obligation d'explorer de nouvelles pistes comme une meilleure abduction de ses eaux usées ainsi que des processus moins énergivores pour son parc de dessalement d'eau de mer. L'objectif à terme est de généraliser la technologie d'Osмосe Inverse (RO), moins énergivore. L'alternative la plus sérieusement envisagée par le Royaume est une augmentation des capacités de traitement des eaux usées. À ce jour, la capacité de traitement des eaux usées est de 5.3 millions de mètres cubes/jour, avec 204 stations d'épurations réparties dans le pays. L'objectif, dans un premier temps, est de faire passer cette capacité à 8.4 millions d'ici fin 2023. D'ici à 2025, l'Arabie saoudite prévoit de traiter 100% des **eaux usées urbaines** et d'atteindront 10.3 millions mètres cubes/jour en 2030.

### 3 POLITIQUE ECONOMIQUE EXTERIEURE

#### 3.1 Politique et priorités de l'Arabie saoudite

Après l'adoption d'une politique étrangère plus offensive, l'Arabie saoudite commence par entamer un réalignement de sa politique étrangère sur ses priorités internes (Vision 2030, diversification de l'économie). Ce virage se traduit par un plus grand pragmatisme notamment par une diversification de ses partenariats et une politique de baisse des tensions régionales dont la dernière le rapprochement avec l'Iran.

Membre **du G20**, l'Arabie saoudite est pleinement attachée aux objectifs du G20 et soutient les efforts mis en œuvre visant à parvenir à une croissance économique forte, équilibrée, durable et inclusive. Le Royaume est aussi membre de l'**Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)** et de l'**Organisation mondiale du commerce (OMC)**. Il est aussi membre de la **Ligue Arabe et de la Grande Zone Arabe de libre échange (GAFTA)**<sup>18</sup>.

Depuis son accès à l'**OMC** en 2005 et dans le but de promouvoir le commerce international, l'Arabie saoudite s'attache à créer un environnement propice aux affaires et aux échanges, aligné sur les attentes de sociétés étrangères. Ainsi une série de mesures a été prise pour renforcer la confiance et la sécurité juridique dans l'économie (**loi sur les sociétés, lois sur la propriété intellectuelle**) y compris l'installation des **tribunaux commerciaux** et un cadre légal favorable aux affaires depuis 2017. Une **loi sur les investissements** en préparation prévoit d'égaliser le traitement des investisseurs étrangers et saoudiens en supprimant les avantages commerciaux accordés à ces derniers pour la gestion, l'acquisition, la liquidation ou la vente de toute entreprise. La nouvelle **loi sur la concurrence** entrée en vigueur en 2019 introduit la formation d'une commission spécialisée sur le règlement des litiges, en plus du Centre pour l'**arbitrage commercial** dont le Royaume est doté depuis 2016. Pour de spécialistes, le paysage juridique commercial en Arabie saoudite rapproche les standards occidentaux.

Sur le **plan régional**, l'Arabie saoudite a créé le **Conseil des États Riverains de la mer Rouge** en 2020, organisation régionale qui comprend des pays d'Asie et d'Afrique et qui vise à sécuriser la route maritime et le commerce mondial transitant par la mer Rouge. En décembre 2022, plusieurs sommets se sont tenus dans le Royaume pour concrétiser son rôle prépondérant dans la région. De même, l'Arabie saoudite est le membre le plus influent du **Conseil de Coopération du Golfe (CCG)** avec les Emirats arabes unis. Après avoir renoué ces deux dernières années avec la Turquie et le Qatar, deux pays avec lesquels les relations étaient devenues exécrables, entraînant dans son sillage les Emirats arabes unis (EAU), l'Egypte et Bahreïn, le Royaume a signé un accord de détente avec l'Iran, éternel concurrent de l'Arabie dans la course à la suprématie régionale. L'Arabie saoudite a aussi réintégré la Syrie dans le concert arabe. Riyad et Abou Dhabi semblent vouloir impulser un nouvel ordre, relativement affranchi des influences étrangères, stable, antidémocratique et porté sur les intérêts économiques : **la réorganisation du Moyen-Orient**.

#### 3.2 Perspectives pour la Suisse

Signé le 22 juin 2009, l'**accord de libre-échange (ALE) entre les pays de l'AELE et ceux du CCG** est entré officiellement en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015 au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2014. Le 1<sup>er</sup> juillet 2020, l'**élimination des tarifs sur les produits de la catégorie B** est entrée officiellement en vigueur (au lieu du 1<sup>er</sup> juillet 2019, comme prévu). En avril 2021, le premier conteneur (catégorie B) arrivant depuis la Suisse a bénéficié du traitement préférentiel garanti par ledit ALE.

Les autres accords signés entre les deux pays correspondent à l'**accord de protection des investissements** - entré en vigueur le 9 août 2008 et qui devrait être prolongé pour une période d'au moins deux ans avant son amendement par les deux pays, l'**accord aérien**<sup>19</sup> - entré en vigueur le 5 février 2015 - et l'**accord de double imposition fiscale** signé à Riyad en février 2018. La convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021. En outre l'**accord d'échange automatique d'informations** est déjà en place depuis janvier 2018.

<sup>18</sup>GAFTA est un pacte de la Ligue Arabe entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005 qui vise à former une zone de libre-échange arabe.

<sup>19</sup> Depuis l'arrêt des vols directs assurés par Swiss International Airlines cet accord bénéficie uniquement à la partie saoudienne.



## 4 COMMERCE EXTERIEUR

L'Arabie saoudite était le 26<sup>e</sup> exportateur de biens et le 32<sup>e</sup> marché d'importation au monde en 2022, le commerce extérieur représentant 59% de son PIB (Banque mondiale, 2023). Les produits pétroliers représentent une grande majorité des exportations, suivis des produits pétrochimiques (propylène, éthylène, etc.), couvrant 79.5 % de toutes les exportations en 2022 contre 73.2% en 2021 (Autorité saoudienne des statistiques, mai 2023). Les machines et équipements électriques représentent la plus grande part des importations, suivis par l'automobile, la chimie et des produits métalliques.

### 4.1 Evolution et perspectives générales

La balance commerciale du pays, bien que structurellement excédentaire, reste à la merci de la volatilité du prix du pétrole et de la demande mondiale. Selon les données de l'Autorité générale des statistiques, les exportations ont augmenté de 48.9% pour atteindre 410 milliards de dollars en 2022, la part des exportations de pétrole dans les exportations totales atteignant 79.22% en 2022 contre 73.2% en 2021. En 2022, les importations saoudiennes ont atteint 189.57 milliards de dollars. La croissance du PIB non-pétrolier a atteint 4.8%, tirée par une consommation privée robuste et des investissements privés non-pétroliers, y compris les investissements dans les giga-projets.

Selon les dernières données du gouvernement saoudien, l'économie a progressé de 3.9% au cours du premier trimestre de cette année contre 5.5% au T4 2022. Les activités non pétrolières ont augmenté de 5,8% au premier trimestre 2023 par rapport à l'année dernière. Au cours de la même période, les activités pétrolières n'ont progressé que de 1.3%. De même, les recettes non pétrolières ont augmenté de 9%, tandis que les recettes pétrolières ont diminué de 3% au cours des trois premiers mois de 2023, en raison de la baisse des prix du brut.

Le léger déficit budgétaire annoncé pur T1 2023 -de 776 millions de dollars contre un important excédent de 15,3 milliards de dollars à la même période l'année dernière- reflète également les prévisions du Fonds monétaire international selon lesquelles l'économie saoudienne ne connaîtra qu'une croissance de 3,1% cette année, contre 8,7% l'année dernière.

#### 4.1.1 Commerce de marchandises

Les principaux partenaires d'exportation de l'Arabie saoudite sont la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, les États-Unis, les Émirats arabes unis, l'Égypte, Taïwan, Singapour et Bahreïn. Les exportations du Royaume vers ces pays se sont élevées à 271.56 milliards de dollars, représentant 66.2% des exportations totales. Les importations du pays proviennent principalement de la Chine, des États-Unis, des Émirats arabes unis (produits réexportés, surtout), de l'Inde et de l'Allemagne, le Japon, l'Égypte, la Corée du Sud, l'Italie et de **la Suisse** (données Banque mondiale, 2023). Les importations de l'Arabie saoudite en provenance de ces pays s'élevaient à 116.02 milliards de dollars, soit 61.2% du total des importations.

#### 4.1.2 Commerce de services

Pour l'année 2021, le Royaume a exporté pour 10.3 milliards de dollars de services et en a importé 73.28 milliards de dollars (Banque mondiale). Accusant une augmentation de 91.83% dans ses importations de services et 6.84% de ses exportations.

L'Arabie saoudite a le **système bancaire** le plus solide du CCG et s'apprête à devenir un pôle régional en matière de technologies financières (Fintech) grâce au système bancaire ouvert (l'open banking) introduit en mai 2022. Grâce à ce système, l'Arabie saoudite vise (1) l'amélioration du secteur bancaire et financier afin de soutenir le secteur privé, (2) l'optimisation et le renforcement des marchés de capitaux; et (3) l'encouragement des investissements individuels et la planification financière.

L'Arabie saoudite abrite plus de 27% du total des actifs bancaires du CCG et constitue le deuxième secteur bancaire de la région en termes d'actifs et le plus important en termes de capitalisation boursière. Selon une étude de marché réalisée par le Boston Consulting Group, les recettes bancaires du Royaume atteindront 15.29 milliards de dollars en 2022, contre 13.71 milliards de dollars en 2021. Bien que les dépenses d'exploitation aient également augmenté, elles ont progressé à un rythme beaucoup plus lent que la génération de revenus, ce qui a permis de réaliser des bénéfices exceptionnels. Au total, les banques saoudiennes ont enregistré une hausse de 14% de leurs bénéfices en 2022 par rapport aux 12 mois précédents. Pour T1 2023, le bénéfice global des banques opérant en Arabie saoudite a augmenté de 3.4% en avril pour atteindre 1.55 milliard de dollars, selon les derniers chiffres publiés par la Banque centrale saoudienne (SAMA).

### 4.2 Commerce bilatéral (voir [l'annexe 4](#)).

En 2022 (Jan-Nov.), l'Arabie saoudite était le deuxième partenaire commercial de la Suisse au Moyen Orient (après les Emirats arabes unis) et le volume des échanges a atteint 5'181.56 millions CHF, contre 2'704.3 en 2021 (+40.85%). Les exportations de la Suisse vers l'Arabie saoudite ont cru de +131.3%

en 2022 (Jan-Nov.) pour atteindre 4'484.75 millions CHF (contre 1'939.24 pour la même période de la dernière année). Les exportations de l'Arabie saoudite vers la Suisse ont baissé de -8.9% pour une valeur de 696.81 millions CHF contre 767.79 millions CHF pour la même période de la dernière année. La Suisse est le 10<sup>ème</sup> fournisseur du Royaume avec une part de marché de 2.49% (voir annexe 3). La balance commerciale est structurellement bénéficiaire pour la Suisse et s'élève en 2022 (Jan-Nov.) à 3'787.94 millions CHF contre 1'174.45 millions CHF pour la même période de la dernière année (+222.53%).

Les principaux produits d'exportation suisses ont été les « produits traditionnels »: produits pharmaceutiques (+12.4%), produits horlogers (+411.0%) et machines (6.11%) et pierres précieuses, métaux précieux, bijoux (62.1%).

#### 4.2.1 Commerce de marchandises

En 2022, la Suisse a eu un commerce net important avec l'Arabie saoudite pour les exportations de produits pharmaceutiques (599.61 millions de francs suisses), d'instruments (312 millions de dollars), de machines (273.99 millions de francs suisses), pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie (2'783.32 millions de francs suisses), horlogerie (320 millions de francs suisses).

En 2022, l'Arabie saoudite a eu un commerce net important avec la Suisse pour les exportations de métaux précieux (482.33 millions de francs suisses), de métaux (167.68 millions de francs suisses).

#### 4.2.2 Commerce de services

Principaux services exportés vers le monde par l'Arabie saoudite (2021)

Rang	Type de service EBOPS <sup>20</sup>	Milliards de dollars	% Total des services exportés
1	Voyages et déplacements	3.8	37.0
2	Transport	2.7	25.9
3	Télécommunications, computer, et services informatiques	1.5	14.2
4	Services financiers	1.4	13.9
5	Biens et services des administrations publiques	0.6	5.8
<b>Total des services exportés</b>		<b>10.3</b>	<b>100</b>

Principaux services importés du monde par l'Arabie saoudite (2021)

Rang	Type de service EBOPS	Milliards de dollars	% Total des services importés
1	Autres services commerciaux	20.3	27.7
2	Transport	16.8	22.9
3	Voyages et déplacements	12.2	16.6
4	Biens et services des administrations publiques	11.2	15.3
5	Construction	6.6	9.0
<b>Total des services importés</b>		<b>73.3</b>	<b>100</b>

<sup>20</sup> L'EBOPS est la norme internationale pour classer et mesurer le commerce international de services. Elle peut être considérée comme un complément du SH pour la classification et la mesure du commerce international de biens et services

## 5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

### 5.1 Evolution et perspectives générales

Les investissements directs étrangers (IDE) en Arabie saoudite ont augmenté de 1'925 millions de dollars au quatrième trimestre 2022. L'Arabie saoudite a délivré 4'358 licences d'investissement en 2022, soit une augmentation de 53,9% par rapport à 2021, alors que le Royaume émerge régulièrement en tant que destination d'investissement conformément aux objectifs énoncés dans la Vision 2030.

Selon la CNUCED<sup>21</sup>, les IDE en Arabie saoudite ont quadruplé pour atteindre 23 milliards de dollars pour l'année 2021, en partie grâce à une augmentation des fusions et acquisitions transfrontalières. Cette tendance fait écho aux développements internes qui ont eu lieu ces dernières années dans le cadre du programme « Vision 2030 » et qui ont eu pour conséquence la diversification économique. Récemment, l'Arabie saoudite a lancé un programme de ZES axé sur les industries non traditionnelles (notamment l'informatique dématérialisée, le tourisme, les énergies renouvelables et la logistique) ce qui pourrait attirer des investisseurs en quête d'opportunités liées aux projets gouvernementaux. De même, le Royaume a révisé sa loi minière afin de faciliter l'accès des investisseurs au financement et de soutenir les activités d'exploration et d'étude géologique y compris le soutien des activités d'exploration et d'études géologiques. L'Arabie saoudite a également dévoilé un projet de plusieurs milliards de dollars avec une participation importante d'investisseurs étrangers pour le développement d'une **usine de gaz hydrogène alimentée par des sources renouvelables**.

Toutefois, les flux sortants en provenance d'Arabie saoudite ont considérablement ralenti (-64%, à 4.9 milliards de dollars), entraînant une contraction globale. Cela s'explique par le recentrage du Fonds d'investissement public saoudien (PIF) sur l'investissement intérieur pour contrebalancer les effets économiques négatifs de la pandémie, ainsi que contrebalancer la réticence des investissements directs étrangers dans le Royaume. Le PIF a lancé son programme d'investir 40 milliards de dollars par an entre 2020 et 2025.

Les États-Unis, la Chine, la Grande Bretagne, la France, le Japon, l'Inde, le Liban, le Koweït et l'Italie sont les principaux investisseurs en Arabie saoudite. Les investissements sont principalement orientés vers l'industrie chimique, l'immobilier, les combustibles fossiles, l'automobile, le tourisme, les plastiques et les machines.

### 5.2 Investissements bilatéraux

Il n'existe pas de chiffres disponibles concernant les investissements directs saoudiens en Suisse et vice versa. Cependant depuis 2022 des entreprises suisses manifestent leurs intérêts à établir une présence physique dans le Royaume. On peut présager que les investissements privés suisses en Arabie saoudite pourraient être renforcés au cours des années à venir non seulement parce que le Royaume consolide sa décision de limiter les contrats publics aux seules entreprises établies dans le pays, mais surtout celles trouvant dans le marché saoudien des opportunités dans des secteurs comme l'industrie aéronautique, l'infrastructure et la logistique.

Les investisseurs saoudiens en Suisse sont principalement actifs dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, ainsi que dans certaines branches de l'industrie (machines, montres et chimique). Le conglomérat saoudien Olayan group est un actionnaire important (4.93%) du Crédit Suisse détenu à 9.88%<sup>22</sup> par la Banque nationale saoudienne (SNB). De même, SABIC détient une participation de 31.5% dans une entreprise de produits chimiques de spécialité ciblée, durable et innovante.

<sup>21</sup> <https://unctad.org/news/global-foreign-direct-investment-rebounded-strongly-2021-recovery-highly-uneven>

<sup>22</sup> La participation de la BNS dans le Crédit Suisse de 9,88% sera convertie en une participation dans UBS d'environ 0,5% à la fin de la fusion d'UBS et Crédit Suisse.

## 6 PROMOTION ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

### 6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Outre l'**Ambassade de Suisse à Riyad**<sup>23</sup>, le principal promoteur des liens économiques entre la Suisse et l'Arabie saoudite est **Switzerland Global Enterprise (S-GE)**, qui dispose d'un **Swiss Business Hub Middle East (SBHME)** basé à Dubaï avec une antenne à Riyad. En contact direct avec les entreprises suisses et des associations suisses ; S-GE informe régulièrement à-propos des nouvelles réglementations ; organise régulièrement des journées d'information ouvertes en Suisse et arrange constamment des « fact finding missions » dans le Royaume pour des entreprises intéressées par le marché saoudien en plus de l'identification de potentiels partenaires pour les entreprises suisses. En coopération avec cette ambassade, S-GE a organisé un fact-finding mission lié à l'infrastructure en octobre 2022 et un autre avec des opérateurs d'hôpitaux et cliniques suisses en novembre 2022.

Pour soutenir le Saudi-Swiss Business Council<sup>24</sup> (**SSBC**), créé le 1<sup>er</sup> avril 2006 entre le conseil saoudien des chambres de commerce et de l'industrie et la Swiss Business Association Saudi Arabia (**SBASA**), l'ambassade a initié en février 2016 la mise en place du « **Swiss Business Network Saudi Arabia** » (**SBNSA**), lequel a pour objectif de donner plus de visibilité sur l'industrie suisse présente dans le Royaume. En collaboration avec l'Ambassade de Suisse à Riyad, SBNSA organise régulièrement des soirées thématiques pour ses membres.

La **commission économique mixte (CEM)**, organisme créé en 1976 et qui réunit des représentants de l'administration et de l'économie privée suisses et saoudiens, constitue une plateforme permettant le bon maintien de relations entre les officiels des deux pays, la mise en lumière des problèmes auxquels font face les entreprises suisses dans le Royaume et l'information sur les projets en cours dans le pays. La dernière session, la 13<sup>ème</sup> session s'est tenue le 16 janvier 2023 à Zurich sous la supervision de l'Ambassadeur Erwin Bollinger. Le Conseiller fédéral Guy Parmelin et le Ministre saoudien Khaled Al Falih, le ministre des investissements, ont assisté à l'ouverture de cette session. A rappeler que Al Falih a assisté aussi à l'ouverture de la 12<sup>ème</sup> session tenue à Riyad l'année dernier. Ce qui explique l'importance accordée par le Royaume à ces réunions et à la Suisse.

**Suisse Tourisme (ST)** est présent dans la péninsule arabique avec un bureau à Dubaï. ST continue d'organiser son « road show » annuel en Arabie saoudite et d'autres activités ponctuelles (VIP Ladies dinner, fashion show, etc.) pour la promotion de la Suisse comme destination touristique. En novembre 2022, ST a soutenu une délégation d'hôpitaux et cliniques suisses dans leurs besoins de séduire des clients aisés saoudiens. Pour renforcer sa présence dans le marché saoudien, ST ouvrira une antenne qui sera intégrée dans l'ambassade de la suisse à Riyad.

**Le dialogue financier** entre la Suisse et l'Arabie saoudite est un autre important outil pour échanger et surtout aborder renforcer la coopération entre les deux états dans le secteur financier. Ainsi lors de la dernière était une opportunité pour le souligner le grand potentiel de la numérisation pour des services financiers durables, l'amélioration de l'accès réciproque aux marchés et la gestion de la dette souveraine. La dernière session fut aussi une occasion pour SIX et Tadawul de signer un protocole d'accord sur la coopération dans le secteur boursier.

#### Visites officielles

Ces dernières années on a pu observer une nette augmentation de rencontres officielles d'hauts représentants suisses et saoudiens aussi bien en Arabie saoudite qu'en Suisse. Dans sa qualité du président de la Confédération, Ueli Maurer a mené une visite présidentielle en octobre 2019 au cours de laquelle il a été reçu notamment par le roi Salman et le prince héritier Mohamed Bin Salman (MBS). Le président Maurer a d'autre part prononcé à Riyad l'un des discours d'ouverture au 2<sup>ème</sup> congrès international annuel « Future Investment Initiative ».

A la tête d'une délégation officielle, le **Conseiller fédéral Ignazio Cassis** s'est rendu en Arabie saoudite en novembre 2021 où il s'est entretenu avec son homologue Son Altesse le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah. En octobre 2021, l'**Ambassadeur Erwin Bollinger** a chapoté une délégation représentative de l'économie suisse et co-présidait la CEM avec le vice-ministre saoudien des investissements. Lors de sa visite, l'Ambassadeur Bollinger s'est entretenu avec le ministre des investissements, M. Khaled A. Al-Faleh et a visité entre autres la bourse saoudienne (Tadawul).

<sup>23</sup> Le consulat général à Djeddah est fermé depuis fin juin 2014. De même, la compagnie aérienne Swiss a supprimé ses vols directs entre la Suisse et le Royaume en février 2010. Seule la compagnie saoudienne Saudia offre des vols directs vers Genève depuis Riyad et Djeddah.

<sup>24</sup> Inactif, le SSBC a été « suspendu » fin 2019. Il est probable qu'il soit réactivé prochainement sous une différente structure. La dernière activité en date du SSBC fut en mars 2018 en Suisse, en collaboration avec différents acteurs suisses dont l'Ambassade de Suisse à Riyad, S-GE, le SECO et le SBNSA.

## 6.2 Intérêt de l'Arabie saoudite pour la Suisse

La Suisse est traditionnellement l'un des lieux de prédilection du **tourisme saoudien**<sup>25</sup>. Pour l'année 2022, le nombre de touristes saoudiens en Suisse a été 300'100 nuitées contre 104'195 nuitées en 2021.

La Suisse jouit d'une excellente réputation dans différents domaines dont l'**enseignement**, la **formation professionnelle** et la **qualité des structures de soins médicaux** suisses. Les ambitions saoudiennes de diversifier son économie représentent une opportunité pour les **écoles hôtelières** suisses, les hôpitaux et les cliniques suisses qui pourraient nouer des partenariats avec différentes institutions saoudiennes en quête de partenaires stratégiques étrangers. Les start-ups suisses commencent déjà par séduire en Arabie saoudite. A suivre et surtout à soutenir.

---

<sup>25</sup> Pour la période de janvier à fin mars 2022, l'Office fédéral de la statistique a compté 8318 nuitées de touristes saoudiens en Suisse contre 7469 pour la même période en 2020 (+11.37%).

## 7 CONCLUSION

---

L'économie saoudienne est en plein essor, stimulée par les prix élevés du pétrole. L'excédent de la balance courante a atteint son plus haut niveau depuis dix ans et l'inflation est contenue. L'incertitude de l'économie mondiale, qui a des répercussions sur les conditions financières et les prix du pétrole, pourrait constituer un grand défi pour le Royaume en quête de diversifier son économie et surtout créer de l'emploi pour une population largement jeune. Contrairement au passé, il est fort probable que le Royaume maintiendra son engagement à rendre le budget résistant à toute baisse ultérieure des prix du pétrole conformément à un programme de viabilité budgétaire, et de l'augmentation des dépenses du secteur public élargi pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois. Compte tenu de l'incertitude sur les prix du pétrole à long terme, le Royaume retiendra ses dépenses globalement au niveau prévu et ce malgré la hausse des revenus escomptés.

Les entreprises suisses sont reconnues pour le savoir-faire dans plusieurs secteurs clés de la Vision 2030 et les récentes visites ministérielles bilatérales montrent une aspiration renouvelée à développer les liens commerciaux bilatéraux. Nonobstant, une majorité d'entrepreneurs suisses n'est pas disposée à transférer le savoir et encore mieux à installer une présence dans un Royaume qui ne se limite plus à des contrats commerciaux et cherche à nouer des partenariats basés sur le transfert du savoir-faire et l'investissement dans le Royaume. Il pourrait être propice d'encourager ce type de collaboration entre la Suisse et l'Arabie saoudite en mutation progressive. Des entreprises et institutions suisses ont déjà fait une percée qu'il s'agit de consolider. La participation de quelques entreprises suisses dans les grands projets peut agir comme un catalyseur aux entreprises suisses dans différents domaines (la construction, l'agroalimentaire, la santé, le traitement de l'eau, l'énergie renouvelable, les transports, les villes intelligentes, le luxe, la culture et le tourisme).

## ANNEXE 1 – Structure de l'économie

## Structure de l'économie d'Arabie saoudite

	<b>Année 2020</b>	<b>Année 2021</b>
<b>Répartition du PIB</b>		
Secteur primaire	<b>2.5%</b>	<b>2.3%</b>
Secteur manufacturier	<b>40.1%</b>	<b>45.5%</b>
Services	<b>53.9%</b>	<b>46.7%</b>

En 2022, les activités liées au pétrole brut et au gaz naturel sont restées le principal contributeur au PIB (32,7 %), suivies par les services publics (14,2 %). Les activités manufacturières autres que le raffinage du pétrole ont suivi avec 8,6%, et les activités de commerce de gros et de détail ainsi que les restaurants et les hôtels ont contribué à hauteur de 8,2%.

<b>Répartition de l'emploi</b>	<b>Année 2020</b>	<b>Année 2021</b>
Secteur primaire	<b>2.4%</b>	-
Secteur manufacturier	<b>24.6%</b>	-
Services	<b>73%</b>	-
- dont services publics	<b>46%</b>	-

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles

## ANNEXE 2 – Principales données économiques

## Principales données économiques de l'Arabie saoudite

	2021	2022	2023 (e)
<b>PIB (USD mia)*</b>	868.59	1'108.15	1'061.90
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	20'971	25'464	31'850
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	3.9	8.7	3.1
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	3.1	2.5	2.8
<b>Taux de chômage (%)*</b>	6.7	n.a	n.a
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	-2.3%	2.5%	-1.1
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	5.1	13.8	6.2
<b>Dettes extérieures totales (% du PIB)**</b>	34.4	28.5	29.0
<b>Service de la dette (% des exportations)**</b>	6.56	19.52	14.76
<b>Réserves (mois d'importations)**</b>	27	26	22

\*Source: FMI, World Economic Outlook (juin 2023), [Autorité Générale des Statistiques \(2022\)](#)

\*\*Source: FMI, Article IV Consultation juin 2021



## ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

## Partenaires commerciaux de l'Arabie saoudite

année : 2022

Perspective selon l'Arabie saoudite :

Importations par l'Arabie saoudite (millions de dollars)					Exportations par Arabie saoudite ((millions de dollars)*				
Rang	Pays	2022	Part	Variation %	Rank	Country	2022	Part	Variation
1	La Chine	39'831	20.96	31.64	1	La Chine	66'698	16.21	30.91
2	Les Etats-Unis	17'347	9.13	7.36	2	L'India	41'948	10.19	57.24
3	Les Emirats Arabe unis	12'037	6.33	-3.56	3	Le Japon	40'802	9.92	49.02
4	L'Inde	10'544	5.55	30.49	4	La Corée du Sud	37'938	9.22	62.76
5	L'Allemagne	8'006	4.21	6.79	5	Les Etats-Unis	23'249	5.65	62.78
6	Le Japon	6'724	3.54	10.83	6	Les Emirats Arabe unis	17'822	4.33	18.24
7	L'Egypte	6'626	3.49	57.32	7	L'Egypte	13'800	3.35	33.58
8	La Corée du Sud	5'275	2.78	53.25	8	Le Taiwan	10'441	2.54	48.56
9	L'Italie	5'186	2.73	12.68	9	Le Singapore	9'964	2.42	41.29
10	<b>La Suisse**</b>	<b>4'729</b>	<b>2.49</b>	<b>114.87</b>	10	Le Bahreïn	9'878	2.40	40.52
<b>Top 10 (Total)</b>		116'303	<b>61.21</b>	22.43	<b>Top 10 (Total)</b>		272'540	66.23	44.12
<b>Les autres (Total)</b>		73'717	<b>38.79</b>	27.17	<b>Les autres (Total)</b>		138'956	33.77	59.21
Grand Total		<b>190'021</b>		24.22	Grand Total		<b>411'496</b>	<b>100</b>	

Source: [Autorité Générale des Statistiques](#) d'Arabie saoudite, (2022)

\* 1 US dollar = 3.74716 SAR

\*\* La Suisse a été la destination de 0.21% des exportations saoudiennes en 2022.

## ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

## Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et l'Arabie saoudite

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Solde</b> (en Mio.)	<b>Volume</b> (en Mio.)	<i>Variation (%)</i>
2017	1'835	-33.7	689	56.6	1'147	2'524	-21.3
2018	1'941	5.7	910	32.1	1'031	2'850	12.9
2019	1807	-6.9	511	-43.8	1'295	2'318	-18.7
2020	1'614	-10.6	612	19.8	1'002	2'227	-3.9
<b>2021</b>	<b>2'286</b>	<b>41.6</b>	<b>849</b>	<b>38.6</b>	<b>1'437</b>	<b>3'134</b>	<b>40.7</b>
<i>(Total 1)*</i>	<b>1'904</b>	<b>25.2</b>	<b>464</b>	<b>88.0</b>	<b>1'440</b>	<b>2'368</b>	<b>33.9</b>
<b>2022 (I-IV)**</b>	<b>4485</b>	<b>131.3</b>	<b>697</b>	<b>-8.9</b>	<b>3'788</b>	<b>5'182</b>	<b>91.6</b>

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

\* Total 1 = Total "vue conjoncturelle" : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités.

Total 2 = Total général : avec l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les "objets d'art" et d'antiquités

\*\*Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

<b>Exportations</b>	<b>2021</b> (Jan-Nov.) (% du total)	<b>2022</b> (Jan-Nov.) (% du total)
1. Produits pharma et chimiques	28.65	14.03
2. Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	28.09	62.1
3. Machines	9.47	6.11
4. Produits de l'agriculture	8.14	10.9

<b>Importations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022</b> (% du total)
1. Pierres précieuses, métaux précieux, bijouterie	72.35	69.2
2. Métaux (non-précieux)	20.53	24.1
3. Horloges	1.63	2.0
4. Produits chimiques de base	1.97	1.0

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières